

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 JUILLET 1909.

Projet de loi sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à la Législature a pour objet de généraliser et de consolider, sur la base des institutions existantes, le régime des pensions de vieillesse en faveur des ouvriers de l'industrie des mines. Il apparaît, d'une part, comme la suite logique et nécessaire de la loi du 10 mai 1900, dont il adapte les principes aux conditions propres à cette industrie et qui résultent de l'organisation actuelle des Caisses communes de prévoyance; il tient compte, d'autre part, de la tendance qui se dégage des votes émis par la Chambre des Représentants et par le Sénat lors de la discussion du projet de revision de la loi du 21 avril 1840 sur les mines. Le Gouvernement avait le devoir de ne point négliger la considération de ces éléments divers : elle s'impose, d'ailleurs, avec une force invincible, à tout essai de solution de la question qui nous occupe.

Et tout d'abord, on concevrait à peine qu'un système de pensions de vieillesse, qu'il fût obligatoire ou facultatif, pût être institué en Belgique, abstraction faite de la loi du 10 mai 1900. Il y a dans cette loi des dispositions fondamentales dont il n'est guère possible de se départir, si l'on entend se tenir sur le terrain de l'assurance en écartant toute idée de bien-faisance ou d'assistance.

Il faut signaler ici, en premier lieu, la participation des futurs bénéficiaires eux-mêmes à la constitution du fonds d'assurance : sans cette participation, dont l'opportunité a été reconnue par toutes les propositions

II

d'initiative parlementaire qui ont vu le jour depuis un certain nombre d'années, l'institution des pensions serait dépourvue du caractère moral essentiel qui s'attache à la prévoyance proprement dite et à défaut duquel la loi ne relèverait plus que du domaine de la charité. On sait, du reste, que ce n'est qu'à titre transitoire et sous la forme d'une exception qui confirme la règle, que la loi du 10 mai 1900 a dérogé au principe en faveur des ouvriers trop âgés pour pouvoir bénéficier des avantages qu'elle a pour objet d'assurer normalement aux prévoyants volontaires.

Nous mentionnerons, en second lieu, l'intervention pécuniaire de l'État, qui doit suppléer à l'effort des intéressés si l'on veut que cet effort soit pleinement efficace. Les opinions sont encore unanimes sur ce point.

Enfin, quant au moyen de réaliser l'assurance des ouvriers mineurs contre la vieillesse, il convient d'adopter le mode qui a eu les préférences des auteurs de la loi du 10 mai 1900. Nous lisons dans l'Exposé des motifs du projet dont cette loi est sortie : « Le livret individuel, qui suppose la condition d'une caisse unique, permet seul de sauvegarder la liberté de l'assuré, en lui conservant, quoi qu'il arrive, ses droits acquis à la pension. Spécialement en ce qui concerne les ouvriers, il importe que ceux-ci ne soient pas gênés dans leur liberté d'allures par la crainte de perdre les avantages qu'ils ont entendu se réserver par leurs versements ». S'inspirant des mêmes considérations, le projet actuel fait reposer le système des pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs sur le principe de l'affiliation de ces travailleurs à la Caisse générale de retraite sous la garantie de l'État.

Mais en ce qui concerne les modalités de cette affiliation, il a été reconnu nécessaire de compléter, à un double point de vue, les dispositions de la loi du 10 mai 1900.

L'efficacité pratique de la loi, ainsi qu'on l'avait prévu, dépend surtout du concours des sociétés mutualistes reconnues en vertu de la loi du 23 juin 1894 et qui servent d'intermédiaires, sinon obligés, du moins privilégiés, entre les aspirants à la pension et la Caisse générale de retraite. C'est ce qui permet de dire que la loi du 23 juin 1894 est l'une des assises fondamentales de la loi du 10 mai 1900.

Les Caisses de prévoyance des ouvriers mineurs diffèrent notablement des sociétés mutualistes. On n'ignore pas que ces Caisses sont des associations volontairement formées par les exploitants de mines et qui avaient primitivement pour but d'allouer des secours aux victimes des accidents du travail. Depuis longtemps elles accordent aussi des pensions de retraite aux vieux ouvriers; et c'est l'objet exclusif qu'elles poursuivent aujourd'hui, par suite de la mise en vigueur de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. Il y a d'ailleurs de longues années que l'on en réclame la réorganisation, non seulement à raison des déficiences de leurs bases financières, mais encore parce que les pensions qu'elles paient et qui, sauf dans le bassin du Centre, sont constituées à l'aide des cotisations des seuls chefs d'entreprise, sont généra-

lement considérées comme insuffisantes. Tous les ouvriers des exploitations appartenant aux Caisses de prévoyance sont, en vertu du contrat de travail, soumis aux règles établies par les statuts. Tout se passe donc pour eux comme si l'assurance contre la vieillesse était obligatoire. Pourtant, par la force des choses, ils se voient privés des avantages que la loi du 10 mai 1900 réserve aux affiliés à la Caisse de retraite. L'anomalie est flagrante, et c'est à juste titre que notre honorable prédécesseur, M. Francotte, ainsi qu'il l'a déclaré à la Chambre le 7 février 1907, voyait dans cette situation une « véritable iniquité ».

Il semble que pour rétablir l'égalité entre les ouvriers mineurs et les prévoyants volontaires qui, en fait, ont été les seuls à bénéficier de la loi du 10 mai 1900, il soit nécessaire d'assimiler les Caisses de prévoyance aux sociétés mutualistes visées par la dite loi. Mais dans l'état de choses actuel, toute assimilation de ce genre est impossible en droit comme en fait. En vue de lever la difficulté, le présent projet de loi poursuit donc, avant tout, la réforme statutaire des Caisses, qui seule permettra de réaliser l'assimilation souhaitée : et c'est à ce premier point de vue qu'il complète les dispositions de la loi du 10 mai 1900.

Il les complète à un autre point de vue encore. La loi du 10 mai 1900 se borne à encourager la prévoyance libre : le projet actuel, au contraire, dépasse le principe de la « liberté subsidiée ». Tenant compte de ce que l'initiative des patrons, ainsi que nous l'avons rappelé, a en quelque sorte ouvert la voie, dans l'industrie des mines, à l'assurance obligatoire, il donne au fait la consécration juridique et il le sanctionne effectivement en imposant aux exploitants qui ne feraient point partie des Caisses de prévoyance l'obligation d'affilier eux-mêmes leurs ouvriers à la Caisse générale de retraite. C'est donc, pour l'industrie minière, la généralisation absolue de l'assurance.

L'adoption légale du principe nouveau impliquait certaines conséquences que le projet de loi ne manque pas de reconnaître : l'assurance obligatoire ne se conçoit pas, en effet, sans la fixation précise des droits des bénéficiaires et sans la détermination corrélatrice des voies et moyens.

Le Gouvernement a pris, comme base des dispositions arrêtées en vue de répondre à ces nécessités, un taux annuel normal de pension de 360 francs, à l'âge de 60 ans, pour les ouvriers travaillant au fond de la mine, et de 65 ans pour les autres ouvriers. Il sera pourvu aux dépenses par des cotisations réparties par moitié entre les ouvriers et les exploitants et augmentées des primes allouées par l'État conformément à la loi du 10 mai 1900. C'est particulièrement sur ces points que les discussions et les votes du Parlement, rappelés au début de cet exposé, ont fourni au Gouvernement des indications fort précieuses dont il a eu soin de s'inspirer.

Les versements à opérer sur chaque livret ne seront pas inférieurs à 30 francs l'an, soit 15 francs à charge de l'ouvrier et 15 francs à charge du chef d'entreprise. Aux termes de l'article 5 de la loi du 10 mai 1900, la prime annuelle à verser par l'État s'élèvera dans ces conditions à 9 francs,

ce qui portera à 39 francs le total du versement annuel. La part incombant aux patrons sera, comme les primes de l'Etat, versée à capital abandonné. En ce qui concerne la part incombant aux ouvriers, ceux-ci auront la faculté de choisir entre le versement à capital réservé et le versement à capital abandonné. Ils pourront aussi fixer eux-mêmes, à partir de chaque année d'âge accomplie depuis 55 jusqu'à 65 ans, l'entrée en jouissance des rentes acquises, conformément à l'article 4 de la loi susvisée. Les versements cesseront d'être obligatoires lorsque la rente atteindra le taux de 360 francs, à 60 ans, calculé pour le surplus comme il est dit à l'article 6 de la même loi. Toutefois, pour les ouvriers qui travaillent à la surface, ce calcul se fera sur la base de la fixation de l'entrée en jouissance des rentes à l'âge de 65 ans.

La faculté accordée aux ouvriers de continuer leurs versements lorsqu'ils auront acquis sur leur livret le minimum de pension que le projet de loi tend à leur procurer le plus tôt possible, permettra aux jeunes affiliés de s'assurer des rentes viagères notablement supérieures. C'est un avantage inhérent au système du livret individuel. On en appréciera toute l'étendue, si l'on tient compte de ce que, désormais, les versements commenceront au profit de tous les ouvriers des mines dès le début de leur apprentissage. Ainsi, pour un ouvrier âgé de 14 ans, lors du premier versement, le minimum de 360 francs, avec entrée en jouissance à 60 ans, sera atteint dès l'âge de 32 ans, à condition que les versements personnels de l'intéressé soient, comme ceux du patron, effectués à capital abandonné : tout effort supplémentaire de prévoyance que l'ouvrier s'imposera volontairement entre cet âge et l'époque de l'ouverture du droit à la pension sera, dans ces conditions, appelé à de tels effets productifs, que l'obligation limitée de l'assurance, telle que le projet la conçoit, prend alors le caractère d'un encouragement à l'assurance libre. Il est permis d'affirmer que l'assurance obligatoire ainsi comprise est moralement supérieure aux systèmes qui partent du principe de l'égalité invariable des pensions et qui en font indistinctement peser les charges sur toute la durée de la vie active de l'ouvrier, au risque de les répartir en dehors de toute relation avec les avantages espérés. L'égalité vraie n'est pas le nivellement; c'est la proportionnalité : et tel est le principe qui domine le projet de loi ⁽¹⁾.

Il résulte des considérations qui précèdent que les Caisses de prévoyance auront dorénavant à s'acquitter des fonctions que la loi du 10 mai 1900 attribue aux sociétés mutualistes servant d'intermédiaires pour l'affiliation à la Caisse de retraite. Elles auront donc à recouvrer les cotisations, à veiller à ce que les versements sur les livrets des ouvriers soient opérés dans les conditions requises par la loi, à procéder aux formalités prescrites pour l'obtention des primes et des subventions allouées par les pouvoirs publics,

(1) Voir, pour l'application numérique de ces règles, les exemples donnés ci-après (Annexe, tableaux A et B).

enfin, à répartir ces subsides selon les dispositions légales et réglementaires d'après lesquelles ils sont accordés. Mais elles n'auront point pour tâche de gérer le fonds d'assurance, puisque l'unique organisme financier de l'institution des pensions et le seul débiteur des rentes sera désormais la Caisse générale de retraite.

Ce n'est pas à dire que leur rôle se bornera, dès l'origine, aux attributions qui viennent d'être indiquées. Le projet leur réserve, en effet, depuis la mise en vigueur de la loi future jusqu'au début de ce que nous appellerons le régime normal, une importante mission financière d'ordre transitoire, qu'il convient maintenant de caractériser.

Tout d'abord il va de soi que les Caisses continueront à pourvoir, dans les conditions de leurs anciens statuts, au service des pensions en cours. Mais leur intervention financière sera requise par d'autres devoirs encore. Il faut, à ce propos, remarquer que le taux normal de pension ne pourra être atteint par tous les ouvriers indistinctement, à l'aide des versements faits à la Caisse de retraite, qu'au bout d'un certain laps de temps. Jusqu'alors, les rentes acquises à l'âge de la retraite seront inférieures au minimum considéré. Pour les ouvriers retraités un an après la mise en vigueur de la loi future, ces rentes ne s'élèveront guère qu'à quelques francs, vu l'insuffisante durée du temps de cotisation : elles iront d'ailleurs croissant, suivant une progression rapide, pour les catégories d'âge subséquentes et se rapprocheront toujours davantage du taux normal, auquel n'arriveront que les ouvriers qui n'ont pas dépassé un certain âge au début de l'affiliation obligatoire à la Caisse de retraite. Il résulte de là qu'à défaut de mesures transitoires le plein effet du régime nouveau ne se ferait sentir qu'à la longue ; et pour certaines catégories d'âge, les pensions acquises en vertu de ce régime seraient même notablement inférieures à celles que leur garantissent actuellement les Caisses de prévoyance.

On ne peut évidemment admettre qu'il en soit ainsi. Il est indispensable que, dès le principe, tous les ouvriers sans exception qui seront affiliés à la Caisse de retraite par l'intermédiaire des Caisses de prévoyance puissent, à l'âge de l'entrée en jouissance fixé par les statuts, avoir droit à une pension viagère au moins égale à celle que ces statuts leur assuraient sous le régime ancien. Il faut donc qu'à la rente servie par la Caisse de retraite vienne s'ajouter, pour tous les ouvriers intéressés, une allocation complémentaire que l'on calculera en prenant comme base et comme point de départ le taux actuel de la pension statutaire et qui diminuera, à mesure que la rente nouvelle croîtra d'importance, pour tomber à zéro lorsque le minimum de 360 francs sera atteint par le seul effet du régime définitif instauré par le projet de loi. On entrera alors en pleine période normale. Il appartiendra aux statuts révisés, sous l'approbation du Gouvernement, de fixer les droits des intéressés en ce qui concerne l'allocation complémentaire et de déterminer les règles de décroissance de cette allocation. L'équité commande de prendre ici pour principe que la pension statutaire actuelle soit successivement réduite en raison inverse de la durée d'affiliation à la

particulières comportera dans l'application, il faut que les principes du Caisse de retraite, relativement aux diverses catégories d'âge à considérer. Par l'accumulation des avantages résultant des rentes de la Caisse de retraite et des allocations complémentaires décroissantes dont nous venons de parler, la pension de vieillesse afférente aux catégories d'âge soumises au régime transitoire ira sans cesse en augmentant pour ces âges successifs et s'échelonnnera ainsi, par progression rapide, entre un minimum qui ne dépassera que faiblement le taux des pensions actuelles et un maximum équivalent au taux normal de 360 francs.

La charge des suppléments de pension sera, d'après le projet, supportée par les Caisses de prévoyance. Elles y pourvoiront au moyen de leur avoir disponible et des cotisations qu'elles continueront à percevoir des exploitants en conformité des anciens statuts. Jusqu'au début de la période normale, les exploitants auront donc de ce chef à payer aux Caisses de prévoyance une contribution additionnelle, distincte de la part qui leur incombera dans les versements opérés à la Caisse de retraite.

Par ces combinaisons, le projet va beaucoup au delà de la reconnaissance pure et simple des droits acquis et ne se borne pas à garantir les intéressés contre le préjudice auquel les aurait transitoirement exposés l'application, sans correctif, des dispositions définitives de la future loi : au bout d'une année, en effet, la progression constante du montant des pensions assurera, même aux ouvriers déjà âgés à l'origine, des avantages nouveaux qui leur feront immédiatement apprécier les bienfaits du régime de l'avenir ⁽¹⁾. Au point de vue financier, et grâce aux disponibilités actuelles et futures des Caisses de prévoyance, la question si complexe de la dotation du régime transitoire recevra une solution aussi équitable que pratique. L'affectation de ressources spéciales aux charges transitoires empêchera toute confusion entre le fonds des suppléments de pension et le fonds des rentes constituées à la Caisse de retraite. On évitera, de la sorte, de grever perpétuellement l'avenir des dettes du passé et de porter atteinte, dans le régime définitif, au principe éminemment juste de l'équivalence des obligations et des droits.

Les considérations qu'on vient de lire relativement à la justification du régime transitoire ont trait aux ouvriers des exploitations qui seront affiliées aux Caisses de prévoyance dûment réorganisées. Il est de toute équité que la future loi, dans ses dispositions transitoires, se préoccupe aussi du sort des travailleurs dont les patrons n'appartiendraient point à de telles caisses. Ces travailleurs doivent, en toute hypothèse, être assurés de conserver les avantages antérieurement déterminés en leur faveur, en matière de pensions de retraite, à l'intervention des chefs d'entreprise qui les emploient. Sous la réserve des distinctions que la diversité des situations

(1) Le tableau C de l'Annexe donne un exemple d'application numérique des règles du régime transitoire.

régime transitoire trouvent également ici leur réalisation. La loi ne peut, au surplus, que se borner à l'affirmation de ces principes et à l'indication des sanctions éventuelles : les mesures d'exécution seront prises par voie d'arrêtés royaux.

*
* * *

Les développements qui précèdent nous permettront d'être fort bref dans l'examen des articles du projet de loi. Les dispositions en sont fort simples, puisque les bases organiques du système sont empruntées à la législation existante et qu'il a suffi de s'y référer.

L'ARTICLE PREMIER établit l'assimilation des Caisses de prévoyance aux sociétés mutualistes, en ce qui concerne l'attribution des avantages définis par la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse : cette assimilation est subordonnée à la condition que les Caisses se conformeront aux articles suivants.

Il faudra, aux termes de l'ARTICLE 2, qu'elles soient reconnues par le Gouvernement en vertu de la loi du 28 mars 1868 et que leurs statuts soient révisés, sous l'approbation prévue par la dite loi. La revision des statuts aura pour but de mettre l'organisation des Caisses de prévoyance en harmonie avec leur destination nouvelle, tant en ce qui concerne leur rôle d'intermédiaire pour l'affiliation des ouvriers à la Caisse de retraite qu'en ce qui a trait à la mission qui leur est dévolue jusqu'à la fin du régime transitoire.

Les ARTICLES 3, 4 et 5 indiquent les points essentiels qu'il conviendra de prévoir dans les statuts révisés et déterminent impérativement les règles que ces statuts devront stipuler. Ces règles sont relatives à l'affiliation individuelle des ouvriers à la Caisse de retraite, en vertu des règlements d'atelier ; à la fixation des versements obligatoires et aux conditions dans lesquelles ils seront effectués ; enfin, à l'institution du régime transitoire. Ces divers objets ont été suffisamment caractérisés déjà et il n'y a plus lieu d'y revenir. Il va de soi que l'exécution des différentes mesures prescrites se fera sous le contrôle officiel ; mais il était inutile de le dire, attendu qu'il sera pourvu à la matière en vertu de la loi du 28 mars 1868.

Enfin, l'ARTICLE 6 concerne les exploitants qui n'appartiendraient pas à une Caisse de prévoyance organisée d'après les dispositions qui précèdent : des arrêtés royaux détermineront pour eux les conditions d'affiliation de leurs ouvriers à la Caisse de retraite, dans les limites visées à l'article 4, ainsi que l'application du régime transitoire s'il y a lieu. Aux termes de l'ARTICLE 7, les infractions à ces arrêtés emporteront des sanctions pénales. Il est à présumer que les articles 6 et 7 ne seront que d'une application excep-

tionnelle. Les louables initiatives prises dans le passé par les exploitants de mines, en matière de prévoyance, sont en effet de sûrs garants de l'avenir. Encore qu'il soit nécessaire de prévoir ici l'*ultima ratio* de la contrainte, à peine de ne faire qu'une loi incomplète, le Gouvernement compte surtout sur l'accord des bonnes volontés pour la réalisation de l'œuvre dont le plan vient d'être tracé.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

ARM. HUBERT.

Projet de loi sur les pensions de
vieillesse en faveur des ouvriers
mineurs.

Wetsontwerp op de ouderdomspen-
sioenen ten bate der mijnwer-
kers.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
de l'Industrie et du Travail et des
Finances.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie et du
Travail présentera, en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi
dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les Caisses communes de prévoyance
en faveur des ouvriers mineurs qui se
conformeront aux dispositions de la
présente loi seront assimilées aux sociétés
mutualistes reconnues par le Gou-
vernement, en ce qui concerne l'attribu-
tion des primes d'encouragement et des
subventions annuelles prévues par la
loi du 10 mai 1900 sur les pensions
de vieillesse.

ART. 2.

Les Caisses doivent être reconnues
par le Gouvernement conformément à
la loi du 28 mars 1868; leurs statuts
seront révisés et soumis à l'approbation
prévue par la dite loi.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voordracht van Onze Ministers
van Nijverheid en Arbeid en van Finan-
ciën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid en Ar-
beid zal, in Onzen naam, bij de Wetge-
vende Kamers, het wetsontwerp aan-
bieden waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

De gemeenschappelijke voorzorgskas-
sen ten bate der mijnwerkers, welke zich
schikken naar de bepalingen van deze
wet, worden gelijkgesteld met de door
de Regeering erkende maatschappijen
van onderlingen bijstand, wat betreft
het toekennen van de aanmoedigings-
premiën en van de jaarlijksche toelagen
voorzien bij de wet van 10 Mei 1900 op
de ouderdomspensioenen.

ART. 2.

De kassen moeten, overeenkomstig
de wet van 28 Maart 1868, door de
Regeering erkend worden; hunne sta-
tuten moeten herzien en aan de bij
voormelde wet voorziene goedkeuring
onderworpen worden.

ART. 3.

Les statuts détermineront la forme et les conditions de la stipulation du règlement d'atelier en vertu de laquelle les ouvriers de chaque exploitation seront, par l'intermédiaire des Caisses communes de prévoyance, individuellement affiliés à la Caisse générale de retraite sous la garantie de l'État.

ART. 4.

Les statuts prescriront qu'il sera effectué annuellement sur chaque livret des versements dont le total ne sera pas inférieur à 30 francs et qui seront pour moitié à charge de l'exploitant et pour moitié à charge de l'ouvrier; ce total est susceptible de réduction proportionnelle en ce qui concerne les ouvriers qui n'ont été employés que pendant une partie de l'année.

A défaut par l'ouvrier d'opérer les versements qui lui incombent, l'exploitant est tenu de les effectuer au moyen de prélèvements sur le salaire.

La part à supporter par les exploitants sera versée à capital abandonné.

La part incombant aux ouvriers pourra être versée à capital abandonné ou à capital réservé; les titulaires des livrets auront la faculté d'indiquer le mode de versement de cette part et de fixer l'entrée en jouissance des rentes acquises par leur participation.

Les versements cessent d'être obligatoires lorsque la rente a atteint le taux déterminé par l'article 6 de la loi du 10 mai 1900 pour l'attribution des primes de l'État. Pour établir ce taux, l'entrée en jouissance des rentes est, par dérogation au second alinéa dudit

ART. 3.

De statuten moeten den vorm en de voorwaarden van de bepaling der werkplaatsverordening vaststellen krachtens welke de werklieden van elke onderneming persoonlijk, door bemiddeling der gemeenschappelijke verzorgskassen, bij de Algemeene Lijfrentekas onder waarborg van den Staat worden aangesloten.

ART. 4.

De statuten bepalen dat er jaarlijks op elk boekje moet gestort worden tot een bedrag, dat niet beneden 30 frank gaat en waarvan de eene helft ten laste van den ondernemer en de andere helft ten laste van den werkmán komt; dit bedrag kan verhoudingswijs verminderd worden aangaande de werklieden, welke maar gedurende een gedeelte van 't jaar worden gebezigd.

Indien de werkmán het aandeel niet stort, dat hem ten laste komt, dan moet de ondernemer het storten en het afhouden van het loon.

Het aandeel, dat ten laste van de ondernemers komt, wordt met afstand van kapitaal gestort.

Het aandeel, dat ten laste van de werklieden komt, mag met afstand of met voorbehoud van kapitaal worden gestort; de houders van de boekjes mogen de wijze bepalen, waarop dit aandeel wordt gestort en den tijd van ingaan der door hunne deelneming verzekerde renten vaststellen.

Worden van de stortingen vrijgesteld, degenen, wier rente het bedrag bereikt bij artikel 6 der wet van 10 Mei 1900 voor het toekennen der Staatspremiën vastgesteld. Om dit maximum te berekenen, worden de renten, in afwijking van het tweede lid van voormeld artikel,

article, réputée avoir été fixée uniformément à 60 ans en ce qui concerne les ouvriers travaillant au fond de la mine.

ART. 5.

Les statuts stipuleront la continuation des pensions en cours et réserveront, pour la période transitoire, aux ouvriers occupés dans les exploitations affiliées, des avantages éventuels au moins équivalents à ceux qui étaient déterminés au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 6.

Les exploitants de mines non affiliés à une Caisse de prévoyance reconnue par le Gouvernement et organisée conformément aux dispositions qui précèdent seront tenus d'affilier, dans les conditions prévues à l'article 4, leurs ouvriers à la Caisse générale de retraite, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société mutualiste reconnue.

Ils devront, en outre, maintenir transitoirement au profit de leurs ouvriers des avantages au moins équivalents à ceux qui étaient établis, en matière de pensions de retraite, au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

L'exécution de ces deux obligations sera réglée par arrêté royal.

ART. 7.

Les infractions aux arrêtés royaux pris en vertu de l'article 6 seront punies des peines établies par la législation sur les mines en ce qui concerne

beschouwd als algemeen op 60jarigen leeftijd in te gaan wat de werklieden betreft die ondergronds arbeiden.

ART. 5.

De statuten moeten bepalen dat de ingetreden pensioenen worden voortbetaald en dat, aan de in de aangesloten ondernemingen gebezigde werklieden, in het overgangstijdperk, desgevallend voordeelen verzekerd worden welke ten minste gelijk zijn aan die, welke bepaald waren bij het in werking treden van deze wet.

ART. 6.

De mijnondernemers, welke niet bij eene door de Regeering erkende en overeenkomstig voormelde bepalingen ingerichte voorzorgskas zijn aangesloten, moeten, onder de bij artikel 4 voorziene voorwaarden, hunne werklieden bij de Algemeene Lijfrentkas aansluiten hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van eene erkende maatschappij van onderlingen bijstand.

Zij moeten, bovendien, bij overgangsmaatregel, aan hunne werklieden voordeelen behouden, die ten minste met degene gelijk staan welke in zake lijfrenten bestonden bij het in werking treden van deze wet.

De uitvoering van deze twee verplichtingen wordt bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 7.

Tegen inbreuken op de koninklijke besluiten krachtens artikel 6 genomen, worden dezelfde straffen bedreigd, welke door de wetgeving op de mijnen bepaald

l'exécution des règlements ou des clauses et conditions légalement insérées dans les actes de concession et les cahiers des charges.

La recherche et la constatation de ces infractions auront lieu comme en matière de police des mines.

Donné à Laeken, le 21 juillet 1909.

zijn, wat betreft de uitvoering der verordeningen of der bedingen en voorwaarden wettelijk in de vergunningsakten en bestekken ingelascht.

Deze inbreuken worden opgespoord en ontdekt zooals in zake mijnpolitie.

Gegeven te Laken, den 21 Juli 1909.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

VAN 'S KONINGS WEGE

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

ANNEXE.

EXEMPLES D'APPLICATIONS.

I. — Application de la future loi aux ouvriers qui ne sont soumis qu'aux dispositions définitives.

OBSERVATIONS. — Les tableaux *A* et *B* ci-dessous permettent de se rendre compte de l'effet des dispositions définitives du projet de loi. On y trouvera, pour les ouvriers des catégories d'âges qui ne sont soumis qu'à ces dispositions, l'âge auquel ils auront acquis la rente minimum de 360 francs, à supposer que tous les versements aient été effectués à capital abandonné, dans le double hypothèse de l'entrée en jouissance à 60 ans (Tableau *A*, col. 2) et à 65 ans (Tableau *B*, col. 2). On y a indiqué aussi de part et d'autre (col. 4) le montant total de la pension que l'ouvrier peut se constituer en continuant volontairement à verser de ses deniers 15 francs par an, à partir du moment où les versements cessent d'être obligatoires : l'examen de la colonne 4 montre que le projet de loi, tout en reposant sur le principe de l'obligation, tend à encourager très efficacement les efforts de prévoyance volontaire, notamment à l'âge de la pleine activité des ouvriers.

Il est utile de rappeler que les versements obligatoires s'élèvent à 39 francs par an, soit 15 francs à charge du patron, 15 francs à charge de l'ouvrier et 9 francs à charge de l'État (art. 4 du projet de loi et art. 5 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse.

TABLEAU A. — Régime définitif. — Entrée en jouissance de la pension à 60 ans. — Versements à capital abandonné.

Age au moment du premier versement, soit à l'époque de l'entrée en vigueur de la future loi.	Age au moment où cessent les versements obligatoires.	Montant de la pension acquise à 60 ans par les versements obligatoires et les primes de l'État.	Montant total de la pen- sion que l'ouvrier peut acquérir par des verse- ments annuels faculta- tifs de 15 francs, de- puis l'âge indiqué dans la colonne 2 jusqu'à 59 ans.
1	2	3	4
14	32		439 41
15	34		428 28
16	36		416 93
17	39		412 11
18	41		400 08
19	44		393 15
20	47		384 99
21	50		375 79
22	54		369 16
23	58		360 83
		Trois cent soixante francs (en chiffres ronds).	

TABLEAU B. — Régime définitif. — Entrée en jouissance de la pension à 65 ans. — Versements à capital abandonné.

Age au moment du premier versement, soit à l'époque de l'entrée en vigueur de la future loi.	Age au moment où cessent les versements obligatoires.	Montant de la pension acquise à 65 ans par les versements obligatoires et les primes de l'État.	Montant total de la pen- sion que l'ouvrier peut acquérir par des verse- ments annuels faculta- tifs de 15 francs, de- puis l'âge indiqué dans la colonne 2 jusqu'à 64 ans.
1	2	3	4
14	23		600 90
15	24		574 90
16	26		567 88
17	27		543 51
18	29		536 13
19	30		512 73
20	32		504 37
21	34		494 99
22	35		473 01
23	37		463 69
24	39		453 51
25	41		442 86
26	43		431 96
27	45		420 63
28	47		408 77
29	49		396 56
30	52		390 26
31	55		382 33
32	58		372 88
33	61		362 30
		Trois cent soixante francs (en chiffres ronds).	

II. — Applications de la future loi aux ouvriers soumis aux dispositions transitoires.

OBSERVATIONS. — Le tableau C est destiné à faire saisir le mécanisme du régime transitoire. D'après les principes du projet de loi, les statuts revisés des Caisses de prévoyance devront prévoir l'attribution d'allocations complémentaires qui, partant d'un chiffre initial égal au montant des pensions statutaires actuelles, décroîtront par la suite en raison inverse du nombre d'années d'affiliation à la Caisse de retraite, pour tomber à zéro lorsque le minimum de 360 francs sera atteint par l'effet du régime définitif. Pour déterminer la loi de cette décroissance, il paraît équitable d'admettre que le montant de l'allocation complémentaire soit, pour les diverses catégories d'âges à considérer, successivement diminué d'une somme équivalente au montant de la rente acquise à la Caisse de retraite à l'aide des seuls versements patronaux (15 francs par an). Les Caisses de prévoyance seront ainsi progressivement dégrevées dans la mesure des avantages assurés aux ouvriers, grâce aux sacrifices désormais imposés aux patrons en ce qui concerne l'affiliation des travailleurs à la Caisse de retraite.

Si l'on représente par N (col. 3) la rente acquise à la Caisse de retraite par les versements patronaux et ouvriers et les primes de l'État (art. 4 du projet de loi; art. 5 et 8 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse, modifiée par la loi du 20 août 1903); par N' (col. 4) la rente acquise à la Caisse de retraite à l'aide des seuls versements patronaux, et par P la pension statutaire actuelle des Caisses de prévoyance, l'allocation complémentaire à constituer par les dites Caisses jusqu'à la fin du régime transitoire sera, pour chaque catégorie d'âge soumise à ce régime, égal à $P - N'$ (col. 5), et le montant total de la pension viagère dont jouiront les intéressés sera égal à $P + N - N'$ (col. 6).

Dans le tableau C dressé d'après les éléments fournis par la Caisse de prévoyance du Couchant de Mons, $P = 144$ francs. Ce chiffre variera, nécessairement, dans les différentes Caisses : Les valeurs numériques attribuées ci-dessous à P et aux expressions qui en dérivent ne sont donc données qu'à titre d'exemples. Il convient encore de rappeler que les calculs ont été établis dans l'hypothèse de l'entrée en jouissance à 65 ans, tous les versements étant effectués à capital abandonné.

La colonne 6 du tableau met en lumière le caractère immédiat, même pour les ouvriers âgés, des effets de la future loi et montre la rapidité de la progression du taux des pensions viagères.

TABLEAU C. — Régime transitoire. — Entrée en jouissance de la pension à 65 ans. — Versements à capital abandonné.

Age au moment du premier versement, soit à l'époque de l'entrée en vigueur de la future loi.	Versement annuel total (patrons, ouvriers, État).	Rente acquise à la caisse de retraite par les versements annuels totaux. (Colonne 2). N	Rente acquise à la Caisse de retraite par les seuls versements annuels des patrons N'	Allocations complémentaires à servir par la Caisse de prévoyance (P=144 à Mons). P - N'	Montant de la pension viagère (jouissance à 65 ans). P + N - N'
1	2	3	4	5	6
64	52 80	6 48	4 76	142 24	148 42
63	—	12 83	3 65	140 35	153 48
62	—	19 96	5 67	138 33	158 29
61	—	27 56	7 83	136 47	163 73
60	—	35 64	10 43	133 87	169 51
59	49 80	44 73	12 57	131 43	173 46
58	—	50 35	15 47	128 83	179 48
57	—	59 46	17 91	126 09	185 55
56	—	69 07	20 81	123 49	192 26
55	—	79 28	23 88	120 42	199 40
54	46 80	84 61	27 42	116 88	201 49
53	—	95 24	30 53	113 47	208 71
52	—	106 42	34 11	109 89	216 34
51	—	118 47	37 88	106 12	224 29
50	—	130 43	41 81	102 49	232 62
49	39 00	149 46	45 95	98 05	217 51
48	—	130 73	50 28	93 72	224 45
47	—	142 54	54 81	89 19	234 70
46	—	154 79	59 54	84 46	239 25
45	—	167 74	64 52	79 48	247 22
44	—	181 31	69 74	74 26	255 57
43	—	195 39	75 45	68 85	264 24
42	—	210 47	80 84	63 46	273 33
41	—	225 54	86 75	57 25	282 79
40	—	241 61	92 93	51 07	292 68
39	—	258 30	99 35	44 65	302 95
38	—	275 69	106 04	37 96	313 65
37	—	293 90	113 04	30 96	324 86
36	—	312 94	120 36	23 64	336 58
35	—	332 75	127 98	16 02	348 77
34	—	353 38	135 92	8 08	361 46

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 JULI 1909.

Wetsontwerp op de ouderdomspensioenen ten bate der mijnwerkers.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat wij de eer hebben aan de Wetgeving in te dienen, heeft ten doel het stelsel der ouderdomspensioenen ten bate van de werklieden der mijnnijverheid algemeen te maken en te bevestigen op grond van de bestaande instellingen. Het blijkt, eenerzijds, als het logisch en noodzakelijk gevolg van de wet van 10 Mei 1900, waarvan het de grondbeginselen toepast op den toestand, welke aan die nijverheid eigen is en voortspruit uit de huidige inrichting der gemeenschappelijke verzorgskassen; het houdt anderzijds rekening met de strekking, die, tijdens de bespreking van het ontwerp tot herziening der wet van 21 April 1840 op de mijnen, uit de stemmingen door de Kamer der Volksvertegenwoordigers en door den Senaat uitgebracht, is gebleken. De plicht van de Regeering was die verschillende elementen niet uit het oog te verliezen: zij dringen zich overigens, met onweerstaanbare kracht, op bij elke poging tot oplossing van het behandelde vraagstuk.

Voorreerst zou men moeilijk kunnen begrijpen dat een stelsel van ouderdomspensioenen, verplicht of niet, in België kon ingevoerd worden zoo men geen rekening hield met de wet van 10 Mei 1900. In die wet zijn er grondbepalingen, waarvan het niet mogelijk is af te wijken, indien men op het gebied van de verzekering wil blijven, alle denkbeeld van weldadigheid of onderstand ter zijde gelaten.

In de eerste plaats dient gewezen op de deelneming van de belang-

hebbenden zelf aan het tot stand brengen van het verzekeringsfonds : zonder die deelneming, waarvan de gepastheid werd erkend door alle voorstellen, welke sedert een aantal jaren van het initiatief der Kamerleden zijn uitgegaan, zou het instellen der pensioenen ontbloeit zijn van het zedelijk karakter dat de eigenlijke voorzorg kenmerkt, en bij ontstentenis waarvan de wet nog enkel op het gebied der weldadigheid zou werken. Men weet, overigens, dat het slechts bij overgangsmaatregel en onder den vorm eener uitzondering is, welke den regel bekrachtigt, dat de wet van 10 Mei 1900 van het grondbeginsel is afgeweken ten voordeele van de werklieden, die te oud zijn om de voordeelen te genieten door haar verzekerd aan degene, die vrijwillig vooruitzorgen.

Vervolgens moet de geldelijke tusschenkomst van den Staat vermeld worden, welke de pogingen van de belanghebbenden moet komen steunen, indien men wil dat deze hun volle doel bereiken. Iedereen is het daarover eens.

Ten slotte, wat het middel betreft om de verzekering der mijnwerkers tegen den ouderdom te verwezenlijken, behoort het de wijze aan te nemen, welke de voorkeur genoot van degenen, die de wet van 10 Mei 1900 in het leven riepen. In de Memorie van toelichting van het ontwerp, waaruit die wet is gesproten, lezen wij : « Alleen het persoonlijk boekje, welk maar ééne kas onderstelt, laat toe de vrijheid van den verzekerde te vrijwaren, met hem, wat er ook geschiede, zijne op pensioen verworven rechten te behouden. Inzonderheid wat de werklieden betreft, is het noodig dat zij niet in hunne beweging belemmerd worden uit schrik van de voordeelen te verliezen, welke zij zich door hunne storting hebben willen verzekeren. »

Rekening houdende met dezelfde beschouwingen, doet het huidig ontwerp het stelsel der ouderdomspensioenen ten bate der mijnwerkers berusten op het grondbeginsel van de aansluiting dier arbeiders bij de Algemeene Lijfrentekas onder waarborg van den Staat.

Doch, wat de wijze betreft, waarop die aansluiting moet geschieden, werd er erkend dat het noodzakelijk is de bepalingen der wet van 10 Mei 1900 in tweeërlei opzicht te volledigen.

De praktische doelmatigheid der wet hangt, zooals men het voorzien had, inzonderheid af van de medewerking der maatschappijen van onderlingen bijstand erkend krachtens de wet van 23 Juni 1894 en welke zoo niet als verplichte dan toch als bevoordeelde bemiddelaars optreden, tusschen de belanghebbenden en de Algemeene Lijfrentekas. Dat laat toe te zeggen dat de wet van 23 Juni 1894 een der grondslagen is van de wet van 10 Mei 1900.

De voorzorgskassen der mijnwerkers verschillen aanmerkelijk van de maatschappijen van onderlingen bijstand. Men weet immers dat die kassen vereenigingen zijn, welke vrijwillig door de mijnondernemers werden tot stand gebracht en in den beginne ten doel hadden onderstand te verleenen aan door arbeidsongevallen getroffen. Sedert lang kennen zij ook lijfrenten toe aan de oude werklieden ; en het is hun eenig doel wegens

het van kracht worden der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen. Sinds lang overigens vraagt men de herinrichting dier Kassen niet alleen omdat hunne financiële grondslagen te wenschen overlaten, maar ook omdat de pensioenen, die zij uitbetalen en die, uitgenomen in Midden-Henegouw, uitsluitend door middel van de bijdragen der bedrijfschefs worden verkregen, over 't algemeen als onvoldoende worden beschouwd. Al de werklieden der bij Voorzorg-kassen aangesloten ondernemingen zijn, krachtens de arbeidsovereenkomst, aan de bepalingen van de statuten dier Kassen onderworpen. Voor hen geschiedt dus alles alsof de verzekering tegen den ouderdom verplicht was. Door den drang der omstandigheden blijven zij nochtans uitgesloten van de voordeelen, welke de wet van 10 Mei 1900 aan bij de Lijfrentekas aangesloten personen verzekert. Dat zulks niet in den haak is, valt dadelijk in 't oog en 't is met reden dat onze achtbare voorganger, de heer Francotte, dien toestand voor bepaald onrechtvaardig hield, gelijk hij, den 7 Februari 1907, in de Kamer verklaarde.

Om de gelijkheid te herstellen tusschen de mijnwerkers en degenen die, vrijwillig vooruitzorgend, feitelijk alleen, de voordeelen der wet van 10 Mei 1900 hebben genoten, schijnt het noodig de Voorzorgskassen gelijk te stellen met de door voormelde wet bedoelde maatschappijen van onderlingen bijstand. Maar onder de tegenwoordige omstandigheden is zulke gelijkstelling zoo feitelijk als in rechten onmogelijk. Om de moeilijkheden te bezijdigen, heeft dit wetsontwerp vooreerst ten doel de statuten der Kassen te doen wijzigen; dat alleen kan de gewenschte gelijkstelling tot stand brengen en 't is in dit eerste opzicht dat het de bepalingen der wet van 10 Mei 1900 volledigt.

Het vult ze nog in een ander opzicht aan. De wet van 10 Mei 1900 bepaalt er zich bij in het vrijwillig vooruitzorgen te moeten te komen: het huidig ontwerp overtreft het beginsel van de gesteunde vrijheid. Wij hebben er reeds aan herinnerd dat het initiatief der ondernemers in de mijnnijverheid om zoo te zeggen den weg heeft gebaad voor verzekeringsdwang; daarmede nu houdt het ontwerp rekening dat feit wordt als rechtsfeit gehuldigd en op afdoende wijze bekrachtigd doordien het de ondernemers, welke geen deel uitmaken van Voorzorgskassen, verplicht zelf hunne werklieden bij de Algemeene Lijfrentekas aan te sluiten. Het is dus voor de mijnnijverheid de volkomen algemeenmaking van de verzekering.

De wettelijke aanneming van het nieuwe beginsel moest tot zekere gevolgen leiden, welke het wetsontwerp niet voorbijziet: dwangverzekering is inderdaad niet mogelijk zonder nauwkeurige bepaling van de wederzijdse rechten der belanghebbenden en, in verband daarmede, vaststelling van de middelen en wegen.

Tot grondslag van de bepalingen, met het oog op die noodzakelijkheid, heeft de Regeering een normaal jaarlijksch pensioenbedrag van 360 frank

genomen, ingaande op 60jarigen leeftijd voor de werklieden welke ondergronds arbeiden en op 65jarigen leeftijd voor de andere. De uitgaven zullen gedekt worden door middel van bijdragen, waarvan de eene helft ten laste van de werklieden komt en de andere door de ondernemers moet worden betaald; daarbij zullen nog de premiën gevoegd worden, welke de Staat, overeenkomstig de wet van 10 Mei 1900, verleent. 't Is inzonderheid omtrent die punten, dat de Regeering in de besprekingen en stemmingen van het Parlement, waaraan in den aanhef van deze Memorie werd herinnerd, zeer waardevolle aanduidingen heeft gevonden waarmede rekening werd gehouden.

De gelden op elk boekje te storten zullen ten minste 30 frank per jaar bedragen, d. i. 15 frank ten laste van den werkman en 15 frank ten laste van den ondernemer. Krachtens artikel 5 der wet van 10 Mei 1900 zal de jaarlijksche door den Staat te storten premie 9 frank bedragen, wat de heele jaarlijksche storting 39 frank zal doen belooopen. De ondernemersbijdragen moeten, zooals de Staatspremiën, met afstand van kapitaal worden gestort; de arbeidersbijdragen mogen met voorbehoud of met afstand van kapitaal worden ingelegd. De tijd van het ingaan der verzekerde pensioenen wordt door de belanghebbenden zelf vastgesteld onder inachtneming van artikel 4 van voormelde wet bepalend dat het rentegenot enkel na een vol levensjaar — niet eerder dan na hun 55^{ste} en niet later dan na hun 65^{ste} jaar — ingaat. De verplichting om te storten houdt op wanneer het rentebedrag, berekend overeenkomstig artikel 6 derzelfde wet, 360 frank op 60jarigen leeftijd zal belooopen. Voor de werklieden evenwel die bovengronds arbeiden, worden de renten algemeen beschouwd als op 65jarigen leeftijd in te gaan.

Daar de werklieden mogen voortstorten wanneer zij zich het minimum pensioen hebben verzekerd, dat het wetsontwerp hun zoohaast mogelijk wil verleen, zullen de jonge aangeslotenen merklijk hogere lijfrenten kunnen bekomen. 't Is een voordeel eigen aan het stelsel van het persoonlijk boekje. Men zal al de voordeelen daarvan kunnen waardeeren indien men rekening houdt met het feit dat de gelden ten voordeele van de mijnwerkers voortaan zullen worden gestort zoohaast deze in de leer zijn. Zoo zal een bij de eerste storting viertienjarig werkman het minimum van 360 frank, ingaande op 60jarigen leeftijd, bekomen op den leeftijd van 32 jaar, op voorwaarde dat zijne gelden, zooals die van den ondernemer, met afstand van kapitaal worden gestort: blijft die werkman na dien ouderdom voortstorten tot wanneer zijn pensioen intreedt, dan zal zijn nadervooruitzorgen zoodanig beloond worden, dat de beperkte dwangverzekering, zooals het ontwerp die verstaat, eene aanmoediging wordt tot vrije verzekering. Men mag bepaald zeggen dat de alzoo verstane verzekering zedelijk beter is dan de stelsels, uitgaande van het beginsel van de onveranderlijke gelijkheid der pensioenen en welke zonder onderscheid de lasten daarvan op gansch het werkzaam leven van den arbeider doen drukken, op gevaar af van ze om te slaan buiten alle verhouding met de gewenschte voordeelen. De ware gelijkheid bestaat niet in gelijkmatig-

heid, maar in gelijke verhoudingen : en door zulk beginsel wordt het wetsontwerp beheerscht ⁽¹⁾.

Uit de voormelde beschouwingen blijkt dat de Voorzorgskassen voortaan de taak zullen moeten vervullen, welke de wet van 10 Mei 1900 oplegt aan de maatschappijen van onderlingen bijstand, door welker toedoen de aansluiting bij de Lijfrentekas wordt bewerkt. Zij moeten dus de bijdragen innen, er voor zorgen dat de gelden op de boekjes der werklieden overeenkomstig de wet gestort worden, de voorschriften voor het bekomen van de door openbare machten verleende premiën en toelagen naleven, die toelagen verdeelen naar de wet en de voorschriften op grond waarvan zij verleend worden. Doch zij zullen de verzekeringsfondsen niet moeten besturen daar het eenig finantieel organisme van de instelling der pensioenen en de eenige schuldenaar der renten voortaan de Algemeene Lijfrentekas zal wezen.

Dit wil niet zeggen dat zij van den beginne af niets anders zullen te doen hebben dan hetgeen hier zooeven aangeduid werd. Inderdaad, van het in werking treden der ontworpen wet tot bij den aanvang van wat wij het eindstelsel zullen noemen, draagt hun het ontwerp een belangrijke geldelijke taak van voorbijgaanden aard op, welke nu reeds dient gekenschetst.

Vooreerst spreekt het vanzelf dat de Kassen, binnen de bepalingen van hun vorige statuten, zullen blijven voorzien in den dienst der ingetreden pensioenen. Maar hun geldelijke tusschenkomst zal nog door andere plichten vereischt worden. Hieromtrent dient opgemerkt dat het gewoon pensioenbedrag niet onverschillig door al de werklieden zal kunnen bereikt worden, door middel van de in de Lijfrentekas gedane storting, tenzij na een bepaald tijdsverloop. Tot dan toe zullen de renten, verworven op den leeftijd waarop het pensioen moet ingaan, beneden het beschouwd minimum blijven. Voor de werklieden, welke een jaar na het in werking treden van de ontworpen wet hun pensioen ontvangen, zullen die renten slechts eenige franken bedragen, gezien den onvoldoenden stortingstijd. Die renten zullen overigens voor de jongere leeftijdsgroepen geleidelijk en spoedig vermeerderen en hoe langer hoe dichter bij het normaal pensioenbedrag komen te staan, dat zal bereikt worden alleen door de arbeiders, welke in den aanvang van de verplichte aansluiting bij de Lijfrentekas een bepaalden leeftijd niet zullen overschreden hebben. Daaruit blijkt dat het nieuw stelsel, bij gebrek aan overgangsmaatregelen, slechts na langen tijd zijn volle uitwerking zou krijgen; en voor bepaalde leeftijdsgroepen zou het pensioen, krachtens dit stelsel verworven, zelfs aanmerkelijk minder zijn dan hetgeen hun thans door de voorzorgskassen verzekerd wordt.

Dat kan natuurlijk niet aangenomen worden. Het is volstrekt noodzakelijk dat van den beginne af, al de werklieden zonder uitzondering, welke

(1) Voor de numerieke toepassing van die regelen raadplege men de hierna gegeven voorbeelden (Bijlage, tabellen A en B).

door bemiddeling der Voorzorgskassen bij de Lijfrentekas aangesloten zijn, op den leeftijd waarop volgens de statuten hun pensioen moet ingaan, kunnen recht hebben op een lijfrente, ten minste gelijk aan deze, welke die statuten hun onder het vroeger stelsel verzekerden. Bij de rente, door de Lijfrentekas betaald, moet dus voor al de belanghebbende werklieden, eene aanvullende uitkeering gevoegd worden : om deze te berekenen, zal men als grondslag en als uitgangspunt nemen het thans door de statuten vastgesteld pensioenbedrag; en zij zal verminderen naar gelang de nieuwe rente aangroeit om tot nul te dalen, wanneer het minimum van 360 frank zal bereikt zijn, ingevolge de werking van het eindstelsel door het wetsontwerp gehuldigd. Dan zal men het normaal tijdperk voor goed binnentreden. De onder goedkeuring der Regeering herziene statuten moeten de rechten der belanghebbenden bepalen, wat de aanvullende uitkeering betreft, en de regelen, waarnaar die uitkeering zal verminderen, vaststellen. De billijkheid vordert hier als beginsel aan te nemen dat het pensioen, gelijk het thans door de statuten vastgesteld is, geleidelijk vermindert worde in omgekeerde reden tot den aansluitingsduur bij de Lijfrentekas, met betrekking tot de verschillende te beschouwen leeftijdsgroepen. Door de opeenstapeling van de voordeelen, welke voortspruiten uit de renten der Lijfrentekas en uit de verminderende aanvullende uitkeeringen, waarvan wij zooeven spraken, zal het ouderdomspensioen, dat toekomt aan de leeftijdsgroepen welke aan het overgangsstelsel onderworpen zijn, voor die achtereenvolgende leeftijdsgroepen aanhoudend snel opklimmen van een minimum, dat het tegenwoordig pensioenbedrag maar weinig zal overschrijden, tot een maximum, dat gelijkstaat met het normaal bedrag van 360 frank.

Naar het ontwerp zal de last voor de aanvulling van de pensioenen gedragen worden door de Voorzorgskassen. Zij zullen daarin voorzien door middel van hun beschikbare have en van de bijdragen, die ze, overeenkomstig de vroegere statuten, bij de ondernemers voortdurend blijven innen. Tot in het begin van het normaal tijdperk zullen de ondernemers daarvoor dus aan de Voorzorgskassen eene toegevoegde bijdrage moeten betalen, heelemaal onderscheiden van het aandeel, dat zij in de Lijfrentekas zullen te storten hebben.

Door die maatregelen strekt het ontwerp veel verder dan tot de bloote erkenning van de verworven rechten en het blijft er niet bij de belanghebbenden te vrijwaren tegen de schade, waaraan de onverzachte toepassing van het eindstelsel der ontworpen wet hen mocht blootstellen : inderdaad, na een jaar zal het aanhoudend en geleidelijk toenemen van het pensioenbedrag, zelfs aan de bij den aanvang reeds bejaarde werklieden, nieuwe voordeelen verzekeren, welke hun onmiddellijk de weldaden van het toekomstig stelsel zullen doen inzien ⁽¹⁾. In geldelijk opzicht, en dank zij de

(1) Tabel C der Bijlage geeft een voorbeeld op van numerieke toepassing van de voorschriften van het overgangsstelsel.

tegenwoordige en toekomstige beschikbare sommen der Voorzorgskassen, zal het zoo ingewikkeld vraagstuk van de noodige geldsom voor het overgangstijdperk eene zoo billijke als praktische oplossing krijgen. Het bestemmen van bijzondere geldmiddelen voor de voorbijgaande lasten zal alle verwarring beletten tusschen het fonds voor de aanvulling van de pensioenen en het Rentenfonds bij de Lijfrentekas gevestigd. Derwijze zal men vermijden voor altijd de schulden van het verleden op de toekomst te doen drukken en in het eindstelsel inbreuk te maken op het bij uitnemendheid billijk beginsel van de gelijkheid der verplichtingen en der rechten.

De voorafgaande beschouwingen, aangaande de rechtvaardiging van het overgangsstelsel hebben betrekking op de werklieden der ondernemingen, welke bij de behoorlijk heringerichte Voorzorgskassen zullen aangesloten zijn. Het is volkomen billijk dat de ontworpen wet, in haar overgangsbepalingen, ook spreekt van het lot der arbeiders, wier werkgevers niet tot zulke kassen mochten behooren. Die arbeiders moeten in alle geval verzekerd zijn dat zij voordeelen, inzake ouderdomspensioenen, behouden welke hun vroeger door tusschenkomst van de bedrijfshoofden, die hun werk geven, werden verschafft. Onder voorbehoud van het onderscheid, dat in de verschillende bijzondere toestanden bij de toepassing zal moeten gemaakt worden, dienen de beginselen van het overgangsstelsel ook hier verwezenlijkt. De wet overigens kan enkel die beginselen bevestigen en desgevallend straffen bedreigen : de uitvoeringsmaatregelen zullen bij koninklijke besluiten genomen worden.

*
* *

Voorafgaande ontwikkeling zal ons toelaten heel bondig te zijn bij het onderzoek van de artikelen van het wetsontwerp. De bepalingen ervan zijn heel eenvoudig, vermits de organische grondslagen van het stelsel ontleend zijn aan de bestaande wetgeving en het voldoende geweest is er naar te verwijzen.

ARTIKEL EEN stelt de Voorzorgskassen gelijk met de maatschappijen van onderlingen bijstand, wat betreft de toekenning van de voordeelen, door de wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen, bepaald : die gelijkstelling geschiedt onder voorwaarde, dat de Kassen de voorschriften der volgende artikelen zullen naleven.

Naar luid van ARTIKEL 2 moeten zij krachtens de wet van 28 Maart 1868 door de Regeering erkend worden en moeten hun herziene statuten, naar dezelfde wet, goedgekeurd worden. De herziening van de statuten zal ten doel hebben de inrichting der Voorzorgskassen in verband te brengen met hun nieuwe bestemming, zoo wat hunne bemiddeling betreft inzake aansluiting der werklieden bij de Lijfrentekas als wat de taak betreft, die hun opgedragen is tot op het eind van het overgangsstelsel.

De ARTIKELN 3, 4 en 5 bevatten de volstrekt noodzakelijke punten, welke in de herziene statuten dienen bepaald en stellen op gebiedende wijze de regelen vast, welke die statuten moeten bevatten. Die regelen betreffen de persoonlijke aansluiting der werklieden bij de Lijfrentekas, krachtens de werkplaatsverordeningen; de vaststelling der verplichte stortingen en de voorwaarden, waaronder deze moeten gedaan worden; ten slotte, de inrichting van het overgangsstelsel. Die verschillende zaken werden reeds op voldoende wijze geschetst en er dient niet meer op teruggekeerd. Het spreekt vanzelf dat de uitvoering van die verschillende voorgeschreven maatregelen onder ambtelijk toezicht zal geschieden; maar het was onnuttig dit te zeggen, vermits daarin zal voorzien worden krachtens de wet van 28 Maart 1868.

Ten slotte, ARTIKEL 6 betreft de ondernemers, welke niet tot eene Voorzorgskas, naar bovenstaande voorschriften ingericht, mochten behooren: Voor deze zullen koninklijke besluiten de voorwaarden van aansluiting hunner werklieden bij de Lijfrentekas, binnen de beperkingen bij artikel 4 voorzien, alsmede in voorkomend geval, de toepassing van het overgangsstelsel bepalen. Naar luid van ARTIKEL 7, zullen de inbreuken op die besluiten gestraft worden. Het is te vermoeden dat de artikelen 6 en 7 slechts uitzonderlijk zullen toegepast worden. Het loffelijk initiatief in het verleden door de mijnondernemers, inzake voorzorg, genomen, staat inderdaad borg voor de toekomst. Schoon het noodig is hier, om geen onvolledige wet te maken, de *ultima ratio* van den dwang te voorzien, rekent de Regeering vooral op de eensgezindheid van allen, die met goeden wil bezielde zijn, om het werk te verwezenlijken, waarvan het plan hier ontwikkeld werd.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

**Projet de loi sur les pensions de
vieillesse en faveur des ouvriers
mineurs.**

**Wetsontwerp op de ouderdomspen-
sioenen ten bate der mijnwer-
kers.**

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
de l'Industrie et du Travail et des
Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie et du
Travail présentera, en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi
dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les Caisses communes de prévoyance
en faveur des ouvriers mineurs qui se
conformeront aux dispositions de la
présente loi seront assimilées aux socié-
tés mutualistes reconnues par le Gou-
vernement, en ce qui concerne l'attribu-
tion des primes d'encouragement et des
subventions annuelles prévues par la
loi du 10 mai 1900 sur les pensions
de vieillesse.

ART. 2.

Les Caisses doivent être reconnues
par le Gouvernement conformément à
la loi du 28 mars 1868; leurs statuts
seront révisés et soumis à l'approbation
prévue par la dite loi.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voordracht van Onze Ministers
van Nijverheid en Arbeid en van Finan-
ciën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid en Ar-
beid zal, in Onzen naam, bij de Wetge-
vende Kamers, het wetsontwerp aan-
bieden waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

De gemeenschappelijke voorzorgskas-
sen ten bate der mijnwerkers, welke zich
schikken naar de bepalingen van deze
wet, worden gelijkgesteld met de door
de Regeering erkende maatschappijen
van onderlingen bijstand, wat betreft
het toekennen van de aanmoedigings-
premiën en van de jaarlijksche toelagen
voorzien bij de wet van 10 Mei 1900 op
de ouderdomspensioenen.

ART. 2.

De kassen moeten, overeenkomstig
de wet van 28 Maart 1868, door de
Regeering erkend worden; hunne sta-
tuten moeten herzien en aan de bij
voormelde wet voorziene goedkeuring
onderworpen worden.

ART. 3.

Les statuts détermineront la forme et les conditions de la stipulation du règlement d'atelier en vertu de laquelle les ouvriers de chaque exploitation seront, par l'intermédiaire des Caisses communes de prévoyance, individuellement affiliés à la Caisse générale de retraite sous la garantie de l'État.

ART. 4.

Les statuts prescriront qu'il sera effectué annuellement sur chaque livret des versements dont le total ne sera pas inférieur à 30 francs et qui seront pour moitié à charge de l'exploitant et pour moitié à charge de l'ouvrier; ce total est susceptible de réduction proportionnelle en ce qui concerne les ouvriers qui n'ont été employés que pendant une partie de l'année.

A défaut par l'ouvrier d'opérer les versements qui lui incombent, l'exploitant est tenu de les effectuer au moyen de prélèvements sur le salaire.

La part à supporter par les exploitants sera versée à capital abandonné.

La part incombant aux ouvriers pourra être versée à capital abandonné ou à capital réservé; les titulaires des livrets auront la faculté d'indiquer le mode de versement de cette part et de fixer l'entrée en jouissance des rentes acquises par leur participation.

Les versements cessent d'être obligatoires lorsque la rente a atteint le taux déterminé par l'article 6 de la loi du 10 mai 1900 pour l'attribution des primes de l'État. Pour établir ce taux, l'entrée en jouissance des rentes est, par dérogation au second alinéa dudit

ART. 3.

De statuten moeten den vorm en de bedingen van de bepaling der werkplaatsverordening vaststellen krachtens welke de werklieden van elke onderneming persoonlijk, door bemiddeling der gemeenschappelijke voorzorgskassen, bij de Algemeene Lijfrentkas onder waarborg van den Staat worden aangesloten.

ART. 4.

De statuten bepalen dat er jaarlijks op elk boekje moet gestort worden tot een bedrag, dat niet beneden 30 frank gaat en waarvan de eene helft ten laste van den ondernemer en de andere helft ten laste van den werkman komt; dit bedrag kan naar verhouding vermindert worden wat de werklieden aangaat, welke maar gedurende een gedeelte van 't jaar worden gebezigd.

Indien de werkman het aandeel niet stort, dat hem ten laste komt, dan moet de ondernemer het storten en het afhouden van het loon.

Het aandeel, dat ten laste van de ondernemers komt, wordt met afstand van kapitaal gestort.

Het aandeel, dat ten laste van de werklieden komt, mag met afstand of met voorbehoud van kapitaal worden gestort; de houders van de boekjes mogen de wijze bepalen, waarop dit aandeel wordt gestort en den tijd van ingaan der door hunne deelneming verzekerde renten vaststellen.

De verplichting om te storten houdt op wanneer de rente het bedrag bereikt bij artikel 6 der wet van 10 Mei 1900 voor het toekennen der Staatspremii vastgesteld. Om dit maximum te berekenen, worden de renten, in afwijking van het tweede lid van voormeld artikel,

article, réputée avoir été fixée uniformément à 60 ans en ce qui concerne les ouvriers travaillant au fond de la mine.

ART. 5.

Les statuts stipuleront la continuation des pensions en cours et réserveront, pour la période transitoire, aux ouvriers occupés dans les exploitations affiliées, des avantages éventuels au moins équivalents à ceux qui étaient déterminés au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 6.

Les exploitants de mines non affiliés à une Caisse de prévoyance reconnue par le Gouvernement et organisée conformément aux dispositions qui précèdent seront tenus d'affilier, dans les conditions prévues à l'article 4, leurs ouvriers à la Caisse générale de retraite, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société mutualiste reconnue.

Ils devront, en outre, maintenir transitoirement au profit de leurs ouvriers des avantages au moins équivalents à ceux qui étaient établis, en matière de pensions de retraite, au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

L'exécution de ces deux obligations sera réglée par arrêté royal.

ART. 7.

Les infractions aux arrêtés royaux pris en vertu de l'article 6 seront punies des peines établies par la législation sur les mines en ce qui concerne

beschouwd als algemeen op 60jarigen leeftijd in te gaan wat de werklieden betreft die ondergronds arbeiden.

ART. 5.

De statuten moeten bepalen dat de ingetreden pensioenen worden voortbetaald en dat, aan de in de aangesloten ondernemingen gebezigde werklieden, in het overgangstijdperk, desgevallend voordeelen verzekerd worden, welke ten minste gelijk zijn aan die, welke bepaald waren bij het in werking treden van deze wet.

ART. 6.

De mijnondernemers, welke niet bij eene door de Regeering erkende en overeenkomstig voormelde bepalingen ingerichte voorzorgskas zijn aangesloten, moeten, onder de bij artikel 4 voorziene voorwaarden, hunne werklieden bij de Algemeene Lijfrentkas aansluiten hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van eene erkende maatschappij van onderlingen bijstand.

Zij moeten, bovendien, bij overgangsmaatregel, aan hunne werklieden voordeelen behouden, die ten minste met degene gelijk staan, welke inzake lijfrenten bestonden bij het in werking treden van deze wet.

De uitvoering van deze twee verplichtingen wordt bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 7.

Tegen inbreuken op de koninklijke besluiten krachtens artikel 6 genomen, worden dezelfde straffen bedreigd, welke door de wetgeving op de mijnen bepaald

l'exécution des règlements ou des clauses et conditions légalement insérées dans les actes de concession et les cahiers des charges.

La recherche et la constatation de ces infractions auront lieu comme en matière de police des mines.

Donné à Laeken, le 21 juillet 1909.

zijn, wat betreft de uitvoering der verordeningen of der bepalingen en bedingen wettelijk in de vergunningsakten en bestekken ingelascht.

Deze inbreuken worden opgespoord en ontdekt zooals inzake mijnpolitie.

Gegeven te Laken, den 21 Juli 1909.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

BIJLAGE.

VOORBEELDEN VAN TOEPASSING.

I. — Toepassing van de ontworpen wet op de werklieden die slechts aan het eindstelsel onderworpen zijn.

OPMERKINGEN. — Met de onderstaande tabellen *A* en *B*, kan men zich rekenschap geven van de wijze, waarop het eindstelsel van het wetsontwerp werkt. Daarin komt, voor de werklieden van de verschillende leeftijden, die slechts onder deze wet vallen, den ouderdom voor, waarop zij een minimumrente van 360 frank zullen verzekerd hebben, in de onderstelling dat al de stortingen met afstand van kapitaal werden gedaan en in de dubbele onderstelling dat de pensioenen op zestigjarigen leeftijd (Tabel *A*, kol. 2) en op vijf en zestigjarigen leeftijd (Tabel *B*, kol. 2) ingaan. Daarin wordt tevens (kol. 4) voor beide gevallen het gezamenlijk bedrag van het pensioen opgegeven, dat de werkmán zich kan verzekeren, mits het hem believe jaarlijks 45 frank uit eigen middelen te storten, van het tijdstip af waarop de stortingen ophouden verplicht te zijn : bij het inzien van kolom 4, blijkt dat het wetsontwerp, schoon berustend op het dwangbeginsel, toch ten doel heeft op zeer doelmatige wijze de zelfwerkzaamheid inzake voorzorg te steunen, voornamelijk als de werklieden tot de volle kracht der jaren zijn gekomen.

Het is niet noodeloos er aan te herinneren dat de verplichte stortingen jaarlijks 39 frank beloopten, d. i. 15 frank ten laste van den ondernemer, 15 frank ten laste van den werkmán en 9 frank ten laste van den Staat (art. 4 van het wetsontwerp en art. 5 van de wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen).

TABEL A. — *Eindstelsel. — Ingang van het pensioen op 60jarigen leeftijd. — Stortingen met afstand van kapitaal.*

Leeftijd ten tijde der eerste storting, bij het intreden van de ontworpen wet.	Leeftijd ten tijde dat de verplichte stortingen ophouden.	Bedrag van het verzekerd pensioen op 60jarigen leeftijd wegens de verplichte stortingen en de Staatspremiën.	Gezamenlijk bedrag van het pensioen dat de werkman zich kan verzekeren door jaarlijkse vrijwillige stortingen van 15 frank vanaf den in kolom 2 aangeduiden leeftijd tot 59 jaar.
1	2	3	4
14	32		439 41
15	34		428 28
16	36		416 93
17	39		412 41
18	41		400 08
19	44		393 13
20	47		384 99
21	50		375 79
22	54		369 16
23	58	Drie honderd zestig frank (in ronde cijfers).	360 83

TABEL B. — *Eindstelsel. — Ingang van het pensioen op 65jarigen leeftijd. — Stortingen met afstand van kapitaal.*

Leeftijd ten tijde der eerste storting, bij het intreden van de ontworpen wet.	Leeftijd ten tijde dat de verplichte stortingen ophouden.	Bedrag van het verzekerd pensioen op 65jarigen leeftijd, wegens de verplichte stortingen en de Staatspremiën.	Gezamenlijk bedrag van het pensioen dat de werkman zich kan verzekeren door jaarlijkse vrijwillige stortingen van 15 frank, vanaf den in kolom 2 aangeduiden leeftijd tot 64 jaar.
1	2	3	4
14	23		600 90
15	24		574 90
16	26		567 88
17	27		543 51
18	29		536 13
19	30		512 73
20	32		504 37
21	34		494 99
22	35		473 01
23	37		463 69
24	39		453 51
25	41		442 86
26	43		431 96
27	45		420 63
28	47		408 77
29	49		396 56
30	52		390 26
31	55		382 33
32	58		372 88
33	61	Drie honderd zestig frank (in ronde cijfers).	362 30

II. — Toepassing van de ontworpen wet op de aan de overgangsbepalingen onderworpen werklieden.

OPMERKINGEN. — De tabel C heeft tot doel de inrichting van het overgangsstelsel te doen kennen. Naar de beginselen van het wetsontwerp, zullen de herziene statuten der Voorzorgskassen aanvullende uitkeeringen bepalen ingaande ten bedrage van de thans in de statuten vastgestelde pensioenen, en verder dalende in omgekeerde reden tot het aantal jaren van aansluiting bij de Lijfrentekas, tot dat zij geheel en al vervallen wanneer het minimum van 360 frank ingevolge het eindstelsel zal bereikt worden. Om deze dalingswet vast te stellen, lijkt het billijk aan te nemen dat het bedrag van de aanvullende uitkeering voor de verschillende te beschouwen leeftijden, geleidelijk wordt verminderd met een som gelijk aan het bedrag der bij de Lijfrentekas door middel enkel van de stortingen der ondernemers verworven rente (15 frank 's jaars). De Voorzorgskassen zullen alzoo gaandeweg, naar gelang van de aan de werklieden verzekerde voordeelen, worden ontlast, dank zij de den ondernemers voortaan opgelegde opofferingen wat de aansluiting der arbeiders bij de Lijfrentekas betreft.

Indien door N (kol. 3) wordt aangeduid de rente, bij de Lijfrentekas door de stortingen van ondernemers en werkvolk en van de Staatspremiën verworven, (art. 4 van het wetsontwerp; art. 5 en 8 van de wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen, gewijzigd bij de wet van 20 Augustus 1903); door N° (kol. 4) de rente, bij de Lijfrentekas verkregen door middel enkel van de stortingen der bazen, en door P het thans in de statuten der Voorzorgskassen bepaalde pensioen, zal de aanvullende uitkeering door genoemde Kassen tot op het eind van den overgangstijd te vestigen voor iederen door die overgangsbepalingen beheerschten leeftijd gelijkstaan met $P - N$ (kol. 5), en het gezamenlijk bedrag van de lijfrente, die de belanghebbenden zullen genieten zal gelijkstaan met $P + N - N^{\circ}$ (kol. 6).

Naar de tabel C, volgens de door de Voorzorgskas van het « Couchant de Mons » ingediende grondbeginselen opgemaakt, is $P = 444$ frank. Dit bedrag zal noodzakelijkerwijs volgens de onderscheiden Kassen verschillen: de getalwaarden hieronder aan P en de daaruit voortvloeiende uitdrukkingen toegekend, strekken slechts tot voorbeeld. Het lijkt nuttig eraan te herinneren dat de berekeningen werden opgemaakt in de onderstelling dat de pensioenen op 65jarigen leeftijd ingaan, al de stortingen met afstand van kapitaal gedaan zijnde.

Kolom 6 van de tabel stelt de dadelijke werking van de ontworpen wet in het licht zelfs voor de bejaarde werklieden, en geeft te kennen hoe snel het bedrag van de lijfrente stijgt.

TABEL G. — *Overgangsstelsel. — Ingang van het pensioen op 65jarigen leeftijd. — Stortingen met afstand van kapitaal.*

Leeftijd ten tijde van de eerste storting, bij het intreden van de ontworpen wet.	Gezamenlijk bedrag der jaarlijksche storting (ondernemers, werklieden, Staat).	Rente verkregen bij de Lijfrentekas wegens de gezamenlijke jaarlijksche stortingen. (Kolom 2). N	Rente verkregen bij de Lijfrentekas enkel wegens de gezamenlijke jaarlijksche stortingen door de ondernemers N'	Aanvullende uitkeeringen door de Voorzorgskas te verstrekken. (P = 144 te Bergen). P — N'	Bedrag der lijfrente (ingaaude op 65jarigen leeftijd). P + N — N'
1	2	3	4	5	6
64	52 80	6 18	1 76	142 24	148 42
63	—	12 83	3 65	140 35	153 18
62	—	19 96	5 67	138 33	158 29
61	—	27 56	7 83	136 17	163 73
60	—	35 64	10 13	133 87	169 51
59	49 80	41 73	12 57	131 43	173 16
58	—	50 35	15 17	128 83	179 18
57	—	59 46	17 91	126 09	185 55
56	—	69 07	20 81	123 19	192 26
55	—	79 28	23 88	120 12	199 40
54	46 80	84 61	27 12	116 88	204 49
53	—	95 24	30 53	113 47	208 71
52	—	106 42	34 11	109 89	216 31
51	—	118 17	37 88	106 12	224 29
50	—	130 43	41 81	102 19	232 62
49	39 00	149 46	45 95	98 05	217 51
48	—	130 73	50 28	93 72	224 45
47	—	142 51	54 81	89 19	231 70
46	—	154 79	59 54	84 46	239 25
45	—	167 74	64 52	79 48	247 22
44	—	181 31	69 74	74 26	255 57
43	—	195 39	75 15	68 85	264 24
42	—	210 17	80 84	63 16	273 33
41	—	225 54	86 75	57 25	282 70
40	—	241 61	92 93	51 07	292 68
39	—	258 30	99 35	44 65	302 95
38	—	275 69	106 04	37 96	313 65
37	—	293 90	113 04	30 96	324 86
36	—	312 94	120 36	23 64	336 58
35	—	332 75	127 98	16 02	348 77
34	—	353 38	135 92	8 08	361 46